PRÉFET DU GARD
Liberté
Égalité
Fraternité

Commune de Saint-Sauveur-Camprieu

dossier n° PC 030 297 25 AA020

date de dépôt : **8 septembre 2025**
demandeur : **Madame CAUSSIN Julie**
pour : **Construction d'un chalet d'habitation individuel**
adresse terrain : **37b, RTE de Trèves, Lotissement « Les frênes de Julie » Lot n°2, à Saint-Sauveur-Camprieu (30750)**

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire au nom de la commune de Saint-Sauveur-Camprieu

Le maire de Saint-Sauveur-Camprieu,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle présentée le 8 septembre 2025 par Madame CAUSSIN Julie demeurant 683, CHE du Golf, Villa n°4, NÎMES (30900);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'un chalet d'habitation individuel ;
- sur un terrain situé 37b, RTE de Trèves, lotissement « Les frênes de Julie », Lot n°2, à Saint-Sauveur-Camprieu (30750) ;
- pour une surface de plancher créée de 104 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le permis d'aménager n°PA 030 297 23 AA 001 délivré le 4 août 2023 ;

Vu la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux en date du 13 novembre 2024 ;

Vu le règlement du lotissement « Les frênes de Julie » ;

Considérant que le projet satisfait aux dispositions réglementaires applicables.

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

RÉSEAUX : le raccordement relatif à l'eau potable et aux eaux usées est obligatoire et fera l'objet d'une autorisation particulière des services intéressés. Ils seront tous réalisés en souterrain. Les frais de raccordement devront être pris en charge par le pétitionnaire.

Visé pour avis conforme en application de
l'article L 422-5 du code de l'urbanisme

Pour le préfet du Gard et par délégation,
la cheffe du service aménagement territorial
des Cévennes
Le 17 SEP. 2025

Lolita ARRIGHI

À Saint-Sauveur-Camprieu, le 17 SEP. 2025

MAIRIE DE ST-SAUVEUR-CAMPRIEU (GARD)

Le Maire : Nicole AMASSE

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.